

**LA COMPAGNIE FRANÇAISE EST EN REDRESSEMENT JUDICIAIRE**

# Haddad postule pour le rachat d'Air Méditerranée

**L'espace aérien algérien pourrait à nouveau s'ouvrir aux compagnies privées nationales. Et c'est à Ali Haddad, l'homme d'affaires algérien qui préside l'association patronale Forum des chefs d'entreprises (FCE), que reviendrait cette «première» depuis le retrait du certificat de navigation à Khalifa Airways.**

**Abla Chérif - Alger (Le Soir)** - L'affaire concerne en fait la compagnie Air Méditerranée placée en redressement judiciaire depuis le mois de janvier dernier. Privée de moyens financiers, la société tente depuis de longs mois de trouver un repreneur.

Selon Tour-Mag, le richissime homme d'affaires algérien figure ainsi parmi les candidats à cette reprise «en vue d'une éventuelle entrée dans le capital de la compagnie à hauteur de 49%».

La même source révèle que M<sup>e</sup> Caviglioni, l'administrateur judiciaire en charge du dossier de la compagnie, a annoncé le «dépôt d'une offre de reprise» par Ali Haddad. Mais le président du FCE n'est, cependant, pas le seul candidat en lice. Il fait partie d'une liste de personnes qui ont toutes été

auditionnées ce lundi 2 novembre par le tribunal de commerce de Tarbes afin d'étudier des propositions multiples avant d'entériner l'offre.

La décision finale ne sera pas connue avant la fin du mois, mais on annonce d'ores et déjà que Haddad devra aller plus loin dans son offre jugée «très incomplète» ajoute Tour-Mag qui cite les membres du comité d'entreprise d'Air Méditerranée. Ces derniers ont, en outre, déclaré qu'ils doivent le rencontrer prochainement pour discuter de son offre «projet, organisation future, financement, résultats prévisionnels attendus...», l'objectif de la société étant de pérenniser son activité et les emplois qui y sont liés.

Au plan interne, l'on sait que l'ouverture de l'espace aérien au privé n'a pas été évoquée par le gouvernement algé-



Ali Haddad, président du FCE.

rien depuis l'affaire Khalifa Airways.

Ce dernier, on s'en souvient, avait retiré le certificat de navigation de cette compagnie pour «krach financier» et «non-gestion au sein de la compagnie».

Dès son arrivée, Ali Haddad a cependant tout mis en œuvre pour déverrouiller le dossier afin de réaliser un rêve dont il ne s'est jamais caché : détenir une compagnie aérienne privée. En janvier dernier, le président du FCE

a évoqué le sujet avec le ministre des Transports. A l'issue de cette rencontre, Amar Ghoul a annoncé qu'une loi autorisant les compagnies privées d'accéder au marché du transport aérien était en préparation. Selon lui, il s'agit d'une série de procédures comprenant, entre autres, un nouveau cahier des charges devant régir l'entrée des compagnies internationales et sécuriser l'ouverture de l'espace aérien, ajoutant que l'opé-

ration devait être cependant gérée en tirant les leçons du passé. Allusion claire à l'affaire Khalifa.

Les propos du ministre du Commerce avaient été interprétés comme étant le résultat de pressions ouvertes de Ali Haddad sur le gouvernement pour l'ouverture de l'espace aérien au privé, un sujet qu'il n'a d'ailleurs jamais manqué de mettre sur le tapis, voire d'imposer depuis son arrivée à la tête du Forum des chefs d'entreprises. Le fait d'avoir postulé ouvertement au rachat d'Air Méditerranée indique, a priori, que le dossier est déverrouillé et que le candidat à la reprise de cette compagnie aérienne bénéficie des garanties nécessaires pour entamer son vieux projet.

Se peut-il, en effet, que Ali Haddad puisse reprendre Air Méditerranée, dans le cas où son offre serait retenue par la société et le tribunal de Tarbes, s'il n'avait pas reçu les garanties de pouvoir s'introduire dans l'espace aérien algérien ? Il ne reste plus qu'à attendre l'officialisation de l'autorisation de la loi sur le transport aérien.

A. C.

**RELANCE DE LA FILIÈRE LAIT**

## Vers une banque pour les éleveurs

**Au-delà d'un concours public de 25 milliards de dinars sur cinq ans, le développement de la filière lait sera consolidé dans le domaine de la production de fourrages. Une banque, dédiée aux petits éleveurs, sera mise en place avant la fin 2015.**

**Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a rencontré, hier, des représentants des éleveurs de bovins laitiers et des professionnels de la filière lait.

L'occasion pour Sid-Ahmed Ferroukhi de présenter une batterie de mesures visant à relancer cette filière sur le court et le moyen terme et contribuer à la réduction de l'importation des intrants. Affinées dans le cadre d'un processus de concertation avec les professionnels, ces mesures, qui ont été avalisées par l'exécutif, sont déjà effectives. Ainsi, le prix de référence du lait cru de vache est fixé à 50 dinars, la subvention publique passant de 12 à 14 dinars le litre pour les éleveurs et la cession du lait aux laiteries étant passée d'un prix de 34 dinars à 36 dinars. Soit une augmentation de 2 dinars par litre pour les

éleveurs, à charge cependant que ces opérateurs produisent un lait de qualité, sain (indemne de la tuberculose et de la brucellose) et marchand comme tiendra à l'assurer Sid-Ahmed Ferroukhi.

Notons, ce faisant, que le prix à la consommation du sachet de lait pasteurisé est maintenu à 25 dinars. Et cela même si une augmentation de 1 dinar représente un engagement de 9 000 milliards de centimes sur cinq ans pour les pouvoirs publics, relèvera le ministre de l'Agriculture. En ce sens, Sid-Ahmed Ferroukhi fera état d'un montant de 2 500 milliards de centimes que le gouvernement compte injecter durant les cinq prochaines années pour booster cette filière. Outre la revalorisation de la subvention publique, celle-ci devant concerner plus de 30 à 40 000 éleveurs, ce concours public permettra également le développement de l'investissement en amont de la filière, notamment dans la production de fourrages et autres aliments de bétail.

Dans ce contexte, Sid-Ahmed Ferroukhi indiquera que l'Office algérien interprofessionnel des céréales (Oaic), en coordination avec l'Office national de l'aliment de bétail (Onab), et dans le cadre d'une régulation meilleure de ce marché, veillera à ce que les minoteries approvisionnent directement les éle-

veurs de bovins laitiers en son issu de la trituration des blés soutenus par l'Etat. Considérant «la priorité» accordée à l'investissement national, le souci d'améliorer la maîtrise de la chaîne de production laitière, l'impulsion d'une intégration totale et efficiente et garantir la disponibilité, le ministre de l'Agriculture assure que l'accès des professionnels de la filière lait au foncier agricole sera facilité. Ceci en vue de leur permettre d'investir en amont et de concourir au développement des grandes cultures, à travers le partenariat (entre les fermes pilotes, les transformateurs et les professionnels laitiers) en vue de la mise en place de fermes modernes intégrées (élevage bovin laitier et production de céréales et de fourrages dans le cadre de contrats-programmes.

Il est également question, selon le département de Sid-Ahmed Ferroukhi, de soutenir le développement des cultures fourragères, l'Oaic devant intervenir dans l'importation et la distribution des semences fourragères adaptées et dans la mise en place d'un programme de multiplication des semences fourragères avec les instituts et les opérateurs privés. Comme l'Onab investira pour développer le marché des aliments de bétail, en acquérant les équipements

appropriés pour notamment développer les procédés de stockage du son en cube et du fourrage (ensilage, enrubannage). Outre l'encouragement de l'utilisation du crédit Rfig pour la production des fourrages, Sid-Ahmed Ferroukhi évoquera l'assouplissement des procédures de financement bancaire (crédits Ettahadi et crédit Fédératif) ainsi que la généralisation du financement aux autres banques, à l'instar de celui qui est pratiqué par la Badr. Dans ce

contexte, le ministre de l'Agriculture concèdera que le cas des petits agriculteurs et éleveurs, notamment ceux qui souffrent de difficultés de trésorerie, est pris en charge. Ainsi, une banque sera mise en place d'ici la fin de l'année, l'ensemble des procédures étant déjà finalisées et les disponibilités financières mobilisables, en vue de financer l'acquisition d'aliments de bétail au profit des petits éleveurs.

C. B.

## L'importation de lait a fortement diminué en 2015

La facture des importations de lait a reculé de près de 46% durant les neuf premiers mois de l'année 2015 par rapport à la même période de 2014. Toutefois, les quantités importées ont diminué à moindre ampleur, indiquent les Douanes algériennes. En effet, la facture des importations du lait en poudre, crèmes de lait et matières grasses laitières, utilisées comme intrants dans la filière laitière, a atteint 881,03 millions de dollars contre 1,62 milliard de dollars à la même période de 2014 (-45,71%).

Selon le Centre national de l'informatique et des statistiques des douanes (Cnis), les quantités importées ont diminué de 6,2% pour s'établir à 301 432 tonnes contre 321 366 tonnes. En 2014, les importations de lait en poudre et matières premières laitières se sont chiffrées à 1,91 milliard de dollars pour une quantité de 395 898 tonnes.

C. B.

**L'AMBASSADRICE DU ROYAUME DES PAYS-BAS EN ALGÉRIE :**

## «Le défi aujourd'hui est de diversifier les échanges algéro-néerlandais»

**L'ambassadrice du royaume des Pays-Bas en Algérie, M<sup>me</sup> Willemijn Van Haaften, a déclaré hier à Alger que le volume des échanges entre les deux pays tourne autour de 6 milliards d'euros avec une balance positive pour l'Algérie. Les exportations algériennes vers les Pays-Bas sont essentiellement constituées d'hydrocarbures, alors que les importations algériennes sont majoritairement à caractère agricole (pomme de terre, semence, lait). Les Pays-Bas sont le 5<sup>e</sup> client de l'Algérie et son 11<sup>e</sup> fournisseur.**

**Younès Djama - Alger (Le Soir)** - «Le défi aujourd'hui est de diversifier ces échanges, parce qu'une grande partie de ce chiffre (6 milliards d'euros) est composée d'hydrocarbures», a souligné la diplomate qui rappelle qu'une bonne partie du pétrole algérien passe par le port de Rotterdam, l'un des plus importants d'Europe.

«Le défi que nous voulons relever ensemble avec nos partenaires algériens, est de voir comment diversifier encore davantage nos relations», a-t-elle insisté. Et l'ambassadrice néerlandaise de

souhaiter que le Conseil d'affaires algéro-néerlandais (CAAN), installé officiellement hier à Alger avec comme président et vice-président respectivement Mohand Saïd Naït Abdelaziz président de la Confédération nationale du patronat algérien (CNPA) et Abdelouahab Rahim le président de l'Union nationale des investisseurs (UNI), puisse participer à cet effort de diversification des échanges entre les deux pays.

«Cet instrument (Conseil d'affaires), dit-elle, va, je l'espère, permettre d'augmenter le nombre

de rencontres entre les opérateurs économiques algériens et néerlandais. En somme, nous voulons faire en sorte qu'il y ait plus d'opérateurs économiques qui connaissent l'Algérie et vice versa.»

La diplomate a noté au passage qu'au-delà des volumes d'échanges «ce qui importe le plus, ce sont les nombreux opérateurs néerlandais, une quarantaine (dont les plus connus sont Unilever et Shell, SGS et Philips), présents en Algérie avec ce que cela suppose comme création de postes d'emplois, mais aussi les opérateurs algériens qui s'installent aux Pays-Bas créant eux aussi de l'emploi».

A signaler que le Conseil d'affaires algéro-néerlandais (CAAN) est le fruit d'une collaboration engagée de «longue date» entre la CNPA, l'UNI et le Conseil d'affaires Pays-Bas, Afrique (NABC) ainsi que le Centre néerlandais pour la promotion du commerce (NCH). «Ces quatre organisations, soutenues par des sociétés partenaires et en coopération avec l'ambassade des Pays-Bas à

Alger et l'ambassade d'Algérie à La Haye, ont joint leurs efforts, leurs réseaux et leurs activités dans le cadre du CAAN lequel représente des opportunités d'affaires pour les sociétés des deux pays», a déclaré pour sa part Irène Visser directrice générale du NABC.

Parmi les axes de coopération définis entre l'Algérie et les Pays-Bas, figurent notamment les secteurs de l'énergie, les énergies renouvelables (ENR), l'agriculture et l'agroalimentaire, l'eau, le transport et la logistique.

Dans le domaine de l'eau, le ministère des Affaires économiques néerlandais a cofinancé un programme dénommé «Netherlands Water Algeria» qui a permis de développer deux projets pilotes entre 2011 et 2014 dont l'un intitulé «Wawaria» à Ouargla pour la réutilisation des eaux usées épurées traitées pour l'irrigation des terres pour produits maraîchers.

Y. D.